Revue Française d'Économie et de Gestion
ISSN : 2728- 0128
Volume 7 : Numéro 11

Promotion de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural à travers l'intervention de l'ONG VOZAMA dans les villages d'Anaravokoka, Andohamerina et Fiatorana Région Haute Matsiatra Madagascar

Promoting Women's Entrepreneurship in Rural Areas Through the Work of the NGO VOZAMA in the Villages of Anaravokoka, Andohamerina and Fiatorana - Haute Matsiatra Region of Madagascar

RAKOTOMAMONJY Ambinintsoa Taratriniaina
Chercheure
Ecole Doctorale Gouvernance et Sociétés en Mutation
Université de Fianarantsoa - Madagascar
Centre de Recherche en Economie et Management (CREM)

RAZAFINDRAKOTO Lydia Salomé
Enseignante Chercheure
Ecole de Management et d'Innovation Technologique
Université de Fianarantsoa – Madagascar
Laboratoire Gouvernance et Innovation (LGI)

RANDRIAMAMIZOLY Hajatiana
Chercheur
Ecole de Management et d'Innovation Technologique
Université de Fianarantsoa – Madagascar
Laboratoire Informatique - Géomatique - Mathématiques et Applications (LIGMA)

RASOAMAMPIONONA Clarisse
Enseignante Chercheure
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Ecole Doctorale Gouvernance et Sociétés en Mutation
Université de Fianarantsoa - Madagascar
Laboratoire Anthropologie, Sociologie, Histoire, Civilisation (ASCH-IAL)

Date de soumission : 16/09/2026

Date d'acceptation : 29/10/2026

Digital Object Identifier : https://doi.org/10.5281/zenodo.24252507

Pour citer cet article :

RAKOTOMAMONJY. A.T. & al. (2026) « Promotion de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural à travers l'intervention de l'ONG VOZAMA dans les villages d'Anaravokoka, Andohamerina et Fiatorana - Région Haute Matsiatra Madagascar », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 11 » pp : 21- 43.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License

Résumé

L'entrepreneuriat féminin en milieu rural constitue un levier d'autonomisation économique des femmes. Toutefois, son développement demeure limité par plusieurs facteurs économiques, sociaux, géographiques et institutionnels. Cet article analyse les principaux obstacles auxquels sont confrontées les femmes entrepreneures en milieu rural, en mettant particulièrement l'accent sur les défis liés au genre, aux normes sociales et aux inégalités de droits, ainsi qu'aux difficultés liées à l'enclavement géographique. La pratique quotidienne des activités entrepreneuriales, notamment en matière de gestion, d'accès aux ressources et de développement des activités demeure un enjeu majeur. S'ajoute à cela, le caractère intersectionnel de ces obstacles qui renforcent mutuellement selon la situation sociale, économique et géographique des femmes. Dans ce contexte, l'intervention de VOZAMA vise à renforcer leur autonomie économique par la promotion de l'entrepreneuriat, un projet efficace mais dont les limites sont observables lors de l'enquête et l'observation effectuées.

Mots clés : entrepreneuriat ; genre ; intersectionnalité ; autonomisation ; développement.

Abstract

Women's entrepreneurship in rural areas is a key driver of women's economic empowerment. However, its development remains constrained by a number of economic, social, geographical and institutional factors. This article analyses the main obstacles faced by women entrepreneurs in rural areas, with a particular focus on challenges related to gender, social norms and inequalities in rights, as well as difficulties arising from geographical isolation. The day-to-day practice of entrepreneurial activities – particularly in terms of management, access to resources and business development – remains a major challenge. Added to this is the intersectional nature of these barriers, which reinforce one another depending on women's social, economic and geographical circumstances. In this context, VOZAMA's intervention aims to strengthen their economic autonomy by promoting entrepreneurship – an effective approach, though its limitations were evident during the survey and observations carried out.

Keywords : entrepreneurship; gender; intersectionality; empowerment; development.

Introduction

Le développement économique des femmes en milieu rural constitue un levier essentiel pour la réduction de la pauvreté, l'amélioration du bien-être des ménages et la promotion d'une croissance inclusive dans les pays en développement. Les femmes rurales jouent un rôle non négligeable dans l'économie locale, telles que les activités agricoles, la gestion des ressources naturelles et l'artisanat. Selon ONU Femmes (2024), leur autonomisation économique contribue non seulement à l'amélioration des conditions de vie des familles et des communautés rurales, mais également à l'augmentation de la productivité et à la réalisation des objectifs de développement durable. Comme Kabeer (1999) l'indique, l'autonomisation ou empowerment signifie *« l'accroissement de la capacité des gens à faire des choix de vie stratégiques »*, ce qui implique au niveau économique la liberté d'accéder aux opportunités, de posséder des actifs et de contrôler les bénéfices générés. L'autonomisation économique des femmes est donc leur capacité à accéder aux ressources productives, aux marchés, aux services financiers et aux opportunités économiques tout en participant aux processus décisionnels. Les équipes de FMI (2018) démontrent que l'amélioration de la participation économique des femmes favorise la diversification des revenus, réduit les inégalités et stimule la croissance économique. Plusieurs études démontrent la nécessité de l'inclusion économique des femmes. Cette inclusion est associée à une croissance plus forte, à une réduction des inégalités et à une meilleure résilience économique (Aslan et al., 2017 ; Sahay et al., 2015), Kazandjian et al., (2016) renforcent que la réduction des inégalités de genre favorise la diversification économique, particulièrement dans les pays en développement. Plus récemment, la Banque mondiale (2026) souligne que l'élimination des obstacles à l'emploi et à l'entrepreneuriat des femmes constitue un facteur important de productivité, de création d'emplois et de croissance inclusive. Toutefois, malgré les avancées enregistrées en matière d'égalité de genre, les femmes rurales continuent de faire face à de nombreuses contraintes structurelles. Leur accès au financement, à la formation, aux technologies, aux infrastructures et aux marchés demeure limité, réduisant ainsi leurs opportunités économiques et leur capacité à développer des activités économiques durables (FAO, 2023 ; FIDA, 2025). Ces obstacles sont souvent accentués par l'enclavement géographique, les traditions et la vulnérabilité face aux changements climatiques. C'est dans ce contexte que l'entrepreneuriat apparaît comme une solution pertinente pour renforcer l'autonomie économique des femmes. A Madagascar, où la majorité de la population vit en milieu rural, la promotion de l'entrepreneuriat représente un enjeu majeur pour le développement économique. Les assises régionales de la relance économique à Madagascar en

2025 ont montré que la région Haute Matsiatra dispose d'importants potentiels agricoles, d'élevage, artisanaux et touristiques susceptibles de soutenir l'émergence d'initiatives entrepreneuriales. Malgré l'existence de ces potentiels, les opportunités de création de revenus demeurent limitées, de nombreux projets entrepreneuriaux peinent à émerger ou à se pérenniser (INSTAT, 2019). Cette situation soulève plusieurs interrogations quant aux facteurs qui favorisent ou limitent le développement entrepreneurial. La compréhension de ces facteurs apparaît essentielle pour orienter les politiques publiques et les projets d'appui destinés aux populations rurales. Cette étude s'intéresse aux interventions de l'ONG VOZAMA, une organisation qui œuvre depuis plusieurs décennies en faveur du développement des communautés rurales dans la région. Cette recherche cherche à répondre à la question suivante : Comment le développement de l'entrepreneuriat contribue-t-il au développement économique des femmes rurales dans la région de Haute Matsiatra ?

Cet article vise ainsi à analyser les facteurs et les obstacles favorisant l'entrepreneuriat féminin en milieu rural en démontrant les impacts sociaux, économiques et écologiques de l'entrepreunariat à travers les activités mise en place par Vozama. Il s'agit également d'apporter des solutions ou alternatives pour améliorer les activités génératrices de revenus des femmes rurales. Différentes méthodes ont été adoptées notamment la documentation, l'observation et l'enquête auprès des groupements de femmes entrepreneures dans les villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina de la commune rurale d'Andrainjato-Centre dans le district de Lalangina et le village de Fiatorana de la commune rurale de Befeta, dans le district d'Ambohimahasoa, Région Haute Matsiatra, Madagascar. Le choix de ces villages s'explique par les différentes filières choisies par les groupements et l'enclavement diversifié des zones. Ce travail se divise en trois parties. La première partie souligne les matériels et méthodes employés. La deuxième est dédiée aux résultats, à savoir l'écosystème entrepreneurial en milieu rural, l'intervention de l'ONG VOZAMA pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin rural ainsi que les différents types d'impacts de l'intervention de cet organisme sur les bénéficiaires. Enfin, la troisième partie se concentre sur les discussions autour de ces résultats.

1. MATERIELS ET METHODES

1.1.Revue de littérature et synthèse des travaux

Dans sa théorie de la « destruction créatrice » [1], Schumpeter (1942) décrit l'entrepreneur comme l'agent du changement apportant l'innovation qui est la force motrice du capitalisme.

[1] La destruction créatrice est un concept économique théorisé par Joseph Schumpeter en 1942, décrivant un processus où l'innovation technologique et entrepreneuriale détruit les structures économiques vieillissantes

Cette perspective met en évidence que le développement économique ne repose uniquement sur l'accumulation du capital, mais aussi sur la capacité d'une société à encourager l'initiative et la prise de risque. Pour Sen (1999), l'entrepreneuriat apparaît comme un moyen d'émancipation économique et sociale, permettant aux individus de devenir acteurs de leur propre développement mais également ceux des autres, en créant des opportunités économiques et en contribuant à renforcer l'autonomie des populations et à réduire les inégalités à travers la création d'emplois, en particulier dans les économies caractérisées par un secteur formel limité. Les PME[2], souvent issues d'initiatives entrepreneuriales, représentent une part importante de l'emploi dans de nombreux pays comme l'Afrique subsaharienne, où elles constituent l'essentiel du tissu productif et un levier majeur de création d'emplois. Selon la Banque mondiale (2025), les PME représentent environ 90 % des entreprises et contribuent à plus de 60 % des emplois formels dans la région, certaines estimations incluant le secteur informel portant cette proportion à près de 80 % de l'emploi total. Toutefois, cette contribution doit être nuancée par le poids considérable de l'économie informelle, qui regroupe près de 89 % des emplois en Afrique subsaharienne, traduisant la prédominance d'activités de subsistance à faible productivité. Dans le cas de Madagascar, cette réalité est encore plus marquée, l'économie repose largement sur des micros et petites entreprises, souvent informelles, qui constituent la principale source de revenus pour la population active. Cette forte informalité limite la capacité des PME à contribuer pleinement à la transformation structurelle de l'économie et à un développement durable, en raison notamment de contraintes liées à l'accès au financement, à la productivité et à la formalisation (FMI, 2023 ; OIT, 2022). Et qu'en est-il de l'entrepreneuriat féminin ? Plusieurs expériences en Afrique subsaharienne illustrent le potentiel de l'entrepreneuriat féminin dans les activités artisanales. Au Rwanda, des coopératives de femmes spécialisées dans la fabrication des paniers traditionnels *Agaseke* [3]ont réussi à transformer un savoir-faire local en activité génératrice de revenus grâce à un meilleur accès aux marchés (ONU Femmes, 2018). De même, au Burkina Faso, des groupements féminins engagés dans la transformation du beurre de karité et la fabrication artisanale de savons ont renforcé leurs revenus et leur autonomie économique grâce à la valorisation des ressources locales et à l'appui des programmes de développement (FIDA, 2021). Selon

(entreprises, emplois) pour en créer de nouvelles plus productives. Ce cycle permanent de renouveau engendre la croissance économique à long terme

[2] Petite et Moyenne Entreprise

[3] Panier tissé à la main originaire du Rwanda, caractérisé par sa base circulaire, ses motifs géométriques complexes et son couvercle conique

Ramboarison-Lalao (2015) [4], plusieurs profils de femmes entrepreneures cohabitent à Madagascar, une segmentation formelle versus informelle et une dualité urbaine versus rurale qui est souvent corrélée aux différences sociales et au niveau d'éducation entre les deux catégories d'entrepreneures. D'un côté, les « femmes d'affaires modernes » urbaines ayant reçu une éducation à l'occidentale sont le plus souvent engagées dans des activités à forte valeur ajoutée comme Elia Ravelomanantsoa[5] ou Sylvia Pagès[6], de l'autre côté, la majorité des femmes malagasy qui n'ont pas reçu une éducation élevée voire parfois illettrées, et qui sont principalement concentrées géographiquement en milieu rural. Ces dernières sont plutôt dans des activités productives secondaires génératrices de revenu complémentaire.

Un rapport conjoint de GEM/GERA, INSCAE & INSTAT (2020) expose la prise en compte des nouveaux indicateurs relatifs à la motivation entrepreneuriale des malagasy et met en avant des différences de perception liées au genre. Ratsimbazafy (2020) explique que le motif, pour « faire la différence dans le monde », motive largement les hommes avec des taux respectifs de 11,6% contre 6,3% pour la gente féminine. Les femmes seraient plus motivées que les hommes à 82,7% contre 79,4% quant au besoin de gagner sa vie quand les emplois sont rares. Une mise en perspective de la place de la femme dans l'entrepreneuriat fait ressortir que pour les entreprises à créer ou en cours de création, le nombre de femmes attendues pour diriger est de 1,2 en moyenne.

1.2.1. Présentation des zones d'études

Cette étude a été menée dans trois villages de la région Haute Matsiatra, notamment les villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina de la commune rurale d'Andrainjato Centre, district de Lalangina et le village de Fiatorana, de la commune rurale de Befeta, district d'Isandra. La région Haute Matsiatra se situe dans le centre-sud de Madagascar et abrite majoritairement l'ethnie Betsileo[7] et a pour chef-lieu la ville de Fianarantsoa. La population de la région est

[4] Associate Professor en Gestion des Ressources Humaines et membre du laboratoire de recherche HuMaNiS-EA7308 à l'EM Strasbourg Business School de l'Université de Strasbourg.

[5] Ayant créé sa première entreprise de produits agricoles à 19 ans, cette femme d'affaires a créé le Groupe FCB-Synergy Communication dans l'événementiel. Nommée présidente des Femmes Entrepreneures à Madagascar (FEM) puis administratrice du Congress of Black Women en 2004, elle se présente à l'élection présidentielle malgache en 2006 et devient ministre de la Culture par la suite

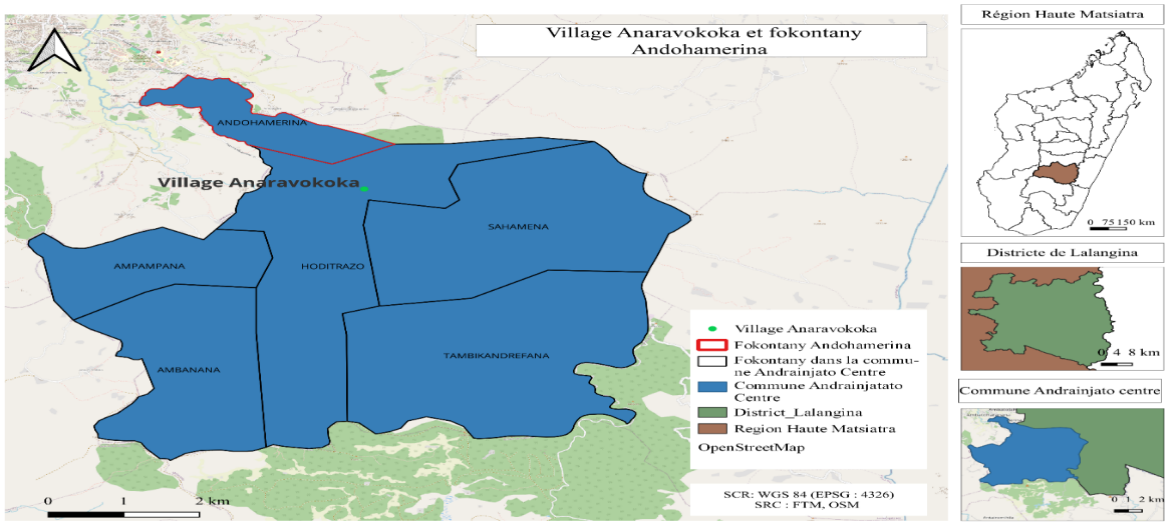
[6] Fille de l'ancien maire de la grande ville portuaire de Majunga, est une figure emblématique de l'entrepreneuriat féminin à Madagascar. Elle a commencé sa carrière d'entrepreneure à 24 ans en s'impliquant en tant qu'antenne du FEM à Majunga. Gérante de la société Exofruimad et membre du réseau Femmes Chefs d'Entreprises Mondiales, elle a présidé la Plateforme Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI) et promeut l'entrepreneuriat féminin à Madagascar.

[7] D'après Dubois, les Betsileo seraient issus d'un métissage entre les nobles immigrants et les nobles Vazimba. D'après Grandidier, le vrai nom des Betsileo était autrefois "Andriambohitsombilahy" , ils se sont attribués le nom de Betsileo, qui signifie "les invincibles", après la tentative infructueuse que Ramitraha, le roi des Sakalava du Menabe, fit vers 1815 pour conquérir le pays.

estimée à environ 1 447 000 habitants en 2018, soit 6% de la population de Madagascar, sur une superficie de 23.034,6 km², représentant 20,46% de la superficie totale de la province de Fianarantsoa (INSTAT, 2021). Elle compte 7 districts dont Isandra, Ikalamavony, Ambohimahasoa, Lalangina, Fianarantsoa I, Vohibato, Ambalavao, 82 communes et 787 fokontany[8]. D'une superficie de 1 758 km², le district de Lalangina, est situé au nord-est de la région et compte 13 communes tandis que le district d'Ambohimahasoa, situé au nord de la région, couvre une superficie d'environ 1 962 km² et comprend 17 communes.

L'enquête auprès de la commune d'Andrainjato Centre a permis d'obtenir des données datant de 2026, selon l'adjoint-maire, les habitants sont au nombre de 7 541 soit 166 habitants par km² avec 1379 foyers. L'agriculture constitue la principale activité économique, occupant 89 % de la population active, suivie par l'élevage (6 %). Les principales cultures sont le manioc, le riz, le maïs et la patate douce. Vu les mauvais accès routiers, de Fianarantsoa, le village d'Andohamerina est à 30 minutes en voiture, celui d'Anaravokoka à 45 minutes alors qu'ils s'y trouvent respectivement à 3,5 et 10 km de la ville. Selon le maire, la population de la commune rurale de Befeta était estimée à 29 000 habitants en 2026 avec une économie locale reposant essentiellement sur l'agriculture, qui emploie environ 80 % de la population active et dont les principales productions agricoles sont le riz, les haricots, le maïs et le raisin. De Fianarantsoa, le village de Fiatorana est situé à 20km avec une durée de trajet de 3h30 sur une piste difficile d'accès.

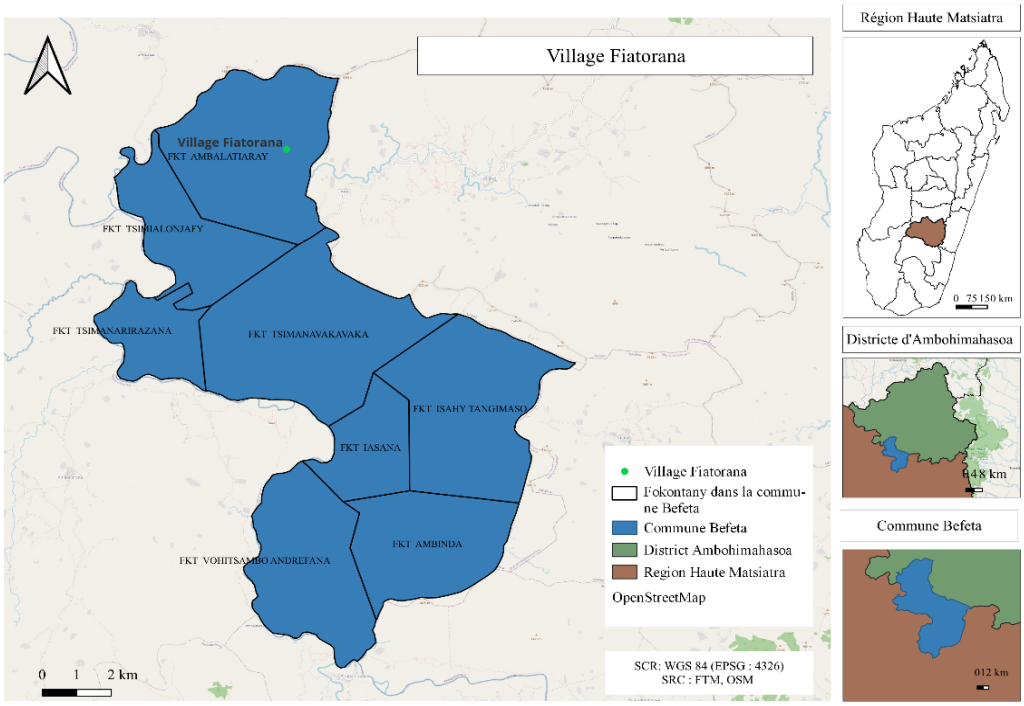
Figure 1 : Carte des villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina



Source : Auteurs

[8] Le fokontany est la plus petite subdivision administrative de base à Madagascar. Il correspond à une unité territoriale locale regroupant plusieurs ménages ou villages et constitue l'échelon administratif le plus proche de la population.

Figure 2 : Carte du village de Fiatorana



Source : Auteurs

1.2.2. Démarche méthodologique

Pour mener à bien cette étude, la combinaison des méthodes qualitatives et quantitatives a été optée. A travers l'utilisation de grille, une observation directe non participante a été menée de 2019 à 2026 auprès des groupements situés à Anaravokoka et Andohamerina, et de 2025 à 2026 auprès du groupement de Fiatorana. Puis, l'étude s'est complétée par un entretien réalisé en juin 2026 pour les trois groupements dont le contenu est le profil de l'entrepreneure : âge, niveau d'instruction, situation familiale et parcours professionnel ; la genèse de l'activité : raisons du démarrage, opportunité ou nécessité économique, ressources initiales et soutien reçu ; les caractéristiques de l'activité : produits proposés, organisation du travail et évolution de l'activité ;l'accès aux ressources : financement, terre, équipements, informations, formation, marchés et réseaux professionnels ; les contraintes entrepreneuriales : difficultés financières, accès au marché, mobilité, charge domestique, normes sociales, accès à la décision et autres obstacles rencontrés ; les stratégies développées : diversification des activités, mobilisation des réseaux familiaux et sociaux, épargne, entraide, adaptation des produits et recherche de nouveaux débouchés ; les perceptions et perspectives : représentation de la réussite entrepreneuriale, aspirations économiques et vision de l'avenir de l'activité. Ce travail consiste également à la recherche documentaire interne, qui exploite les ressources propres à Vozama et externe. L'échantillon est 53 femmes rurales betsileo âgées de 18 ans et plus, résidant dans

les villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina, communes rurales d'Andrainjato Centre et celui de Fiatorana de la commune rurale de Befeta. L'échantillon s'est basé sur plusieurs critères : âge, situation matrimoniale, niveau d'instruction, types d'activité exercée, dynamisme et motivation à entreprendre. Cette diversification permet de prendre en compte l'hétérogénéité des situations et d'éviter de réduire l'entrepreneuriat féminin à un profil unique. Les données qualitatives issues des entretiens ont fait l'objet d'une analyse thématique mais également d'une analyse croisée entre les pratiques entrepreneuriales, ressources disponibles, normes sociales et contraintes économiques. L'utilisation du logiciel QGIS ont permis de cartographier et de récapituler les résultats quantitatifs.

2. RESULTATS

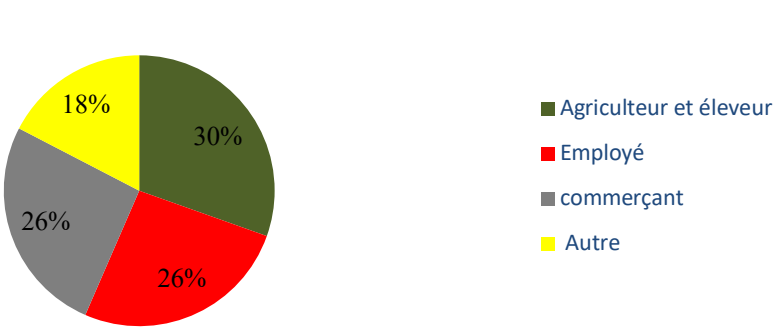
2.1.Ecosystème entrepreneurial

L'écosystème entrepreneurial évoque la classe d'âge des femmes entrepreneures ainsi que leurs secteurs d'activités.

2.1.1. Secteurs d'activités

Pour le village d'Andohamerina, l'agriculture et l'élevage priment, touchant 30 % de la population, 26% sont des employés, la même proportion pour les commerçants. (Figure 3).

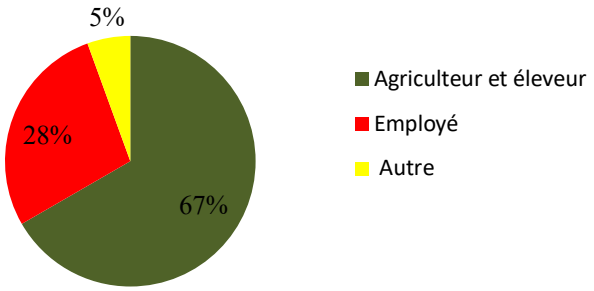
Figure 3 : Domaines d'activités d'Andohamerina



Source : Auteurs

En ce qui concerne le village d'Anaravokoka, l'agriculture domine atteignant 67% des femmes entrepreneures contre les autres activités, seulement 33% (Figure 4).

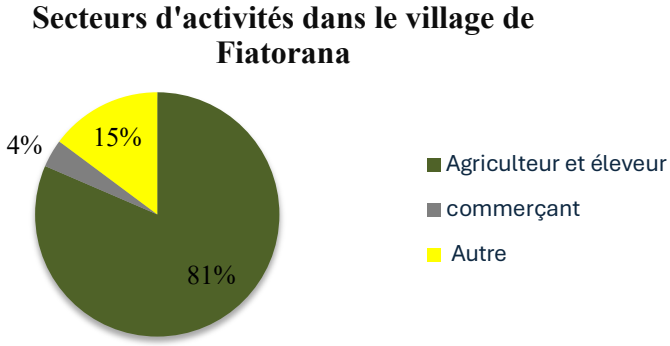
Figure 4 : Domaines d'activités d'Anaravokoka



Source : Auteurs

Dans le village de Fiatorana, les femmes entrepreneures optent pour l'agriculture et l'élevage s'élevant à 81% contre le commerce qui est seulement de 4% (Figure 5).

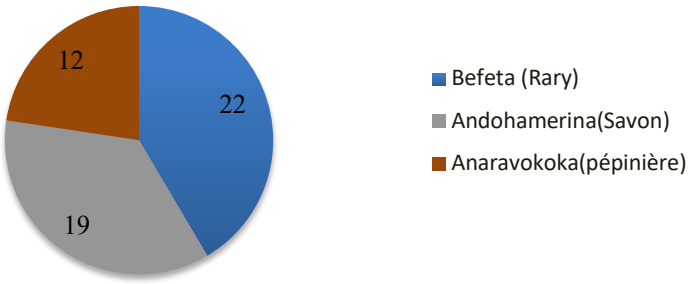
Figure 5 : Domaines d'activités de Fiatorana



Source : Auteurs

Les activités entrepreneuriales dans les trois villages se font en groupe. Concernant les femmes rurales de Befeta, le groupe de 22 personnes entreprend les tissages appelés rary. Le groupement à Andohamerina constituant 19 femmes produit le savon et celui d'Anaravokoka comptant 12 membres s'attèle aux pépinières (Figure 6).

Figure 6 : Domaines d'activités entrepreneuriales de 3 villages



Source : Auteurs

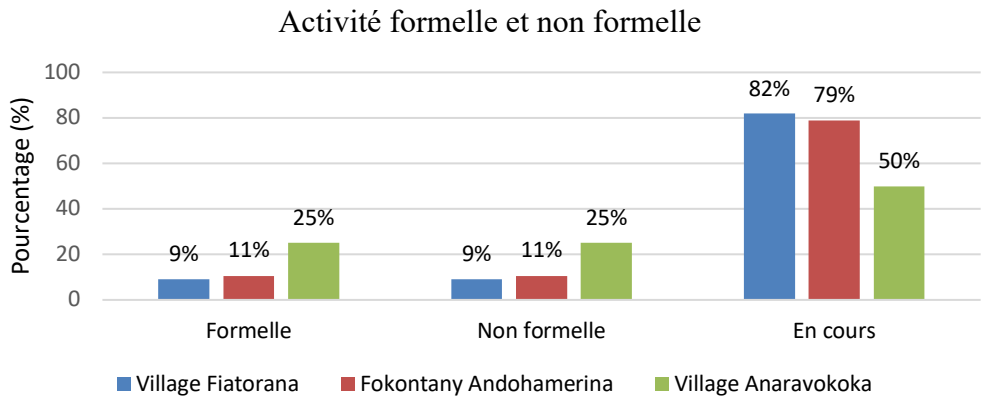
Il existe une certaine **confusion entre description, résultats et interprétation**. Il serait utile de mieux distinguer les constats issus du terrain des interprétations théoriques.

2.1.2. Analyse croisée : pratiques entrepreneuriales, ressources disponibles, normes sociales

- **Pratiques entrepreneuriales**

La majorité des femmes sont en cours de régularisation de leurs activités entrepreneuriales. (Figure 7).

Figure 7 : Nombre activité formelle et non formelle.



Source : Auteurs

- **Ressources disponibles : Cartographie des dotations**

Les entrepreneures dans les villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina reçoivent des entrants venant de l'ONG Vozama pour améliorer leurs activités (Figure 8).

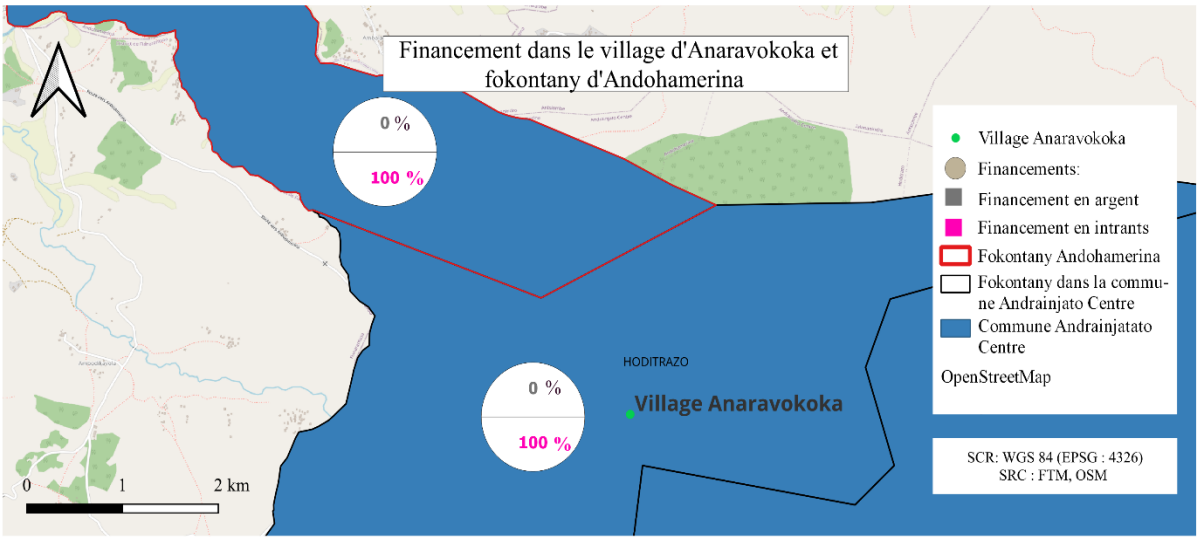


Figure 8 : Dotation pour les villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina

Source : Auteurs

88 % des entrepreneures dans le village de Fiatorana reçoivent des entrants contre 12 % bénéficiant de l'argent pour renforcer leurs activités (Figure 9).

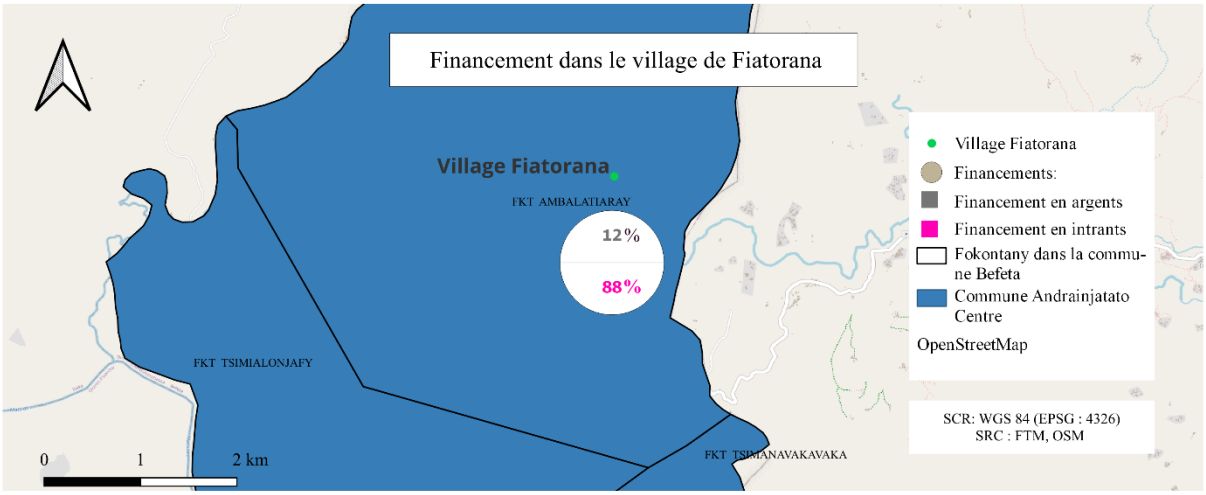


Figure 9 : Dotation pour le village de Fiatorana

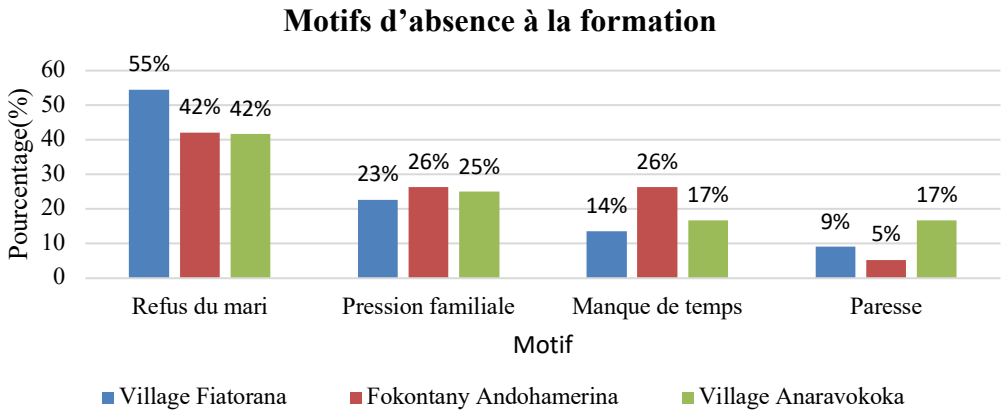
Source : Auteurs

- **Normes sociales et inégalités de genre**

Lors de l'observation, les femmes réalisent en moyenne 9 heures et demi de tâches ménagères par semaine et 31 heures 45 minutes de travail dont 4 heures 45 minutes d'élevage, 17 heures d'agriculture et 10 heures au marché. Le conjoint occupe au minimum 30 minutes de tâches ménagères et au maximum 5 heures. La préparation ou la surveillance de la nourriture est la seule tâche domestique effectuée par tous les hommes observés.

Figure 10 : Motifs d'absence à la formation

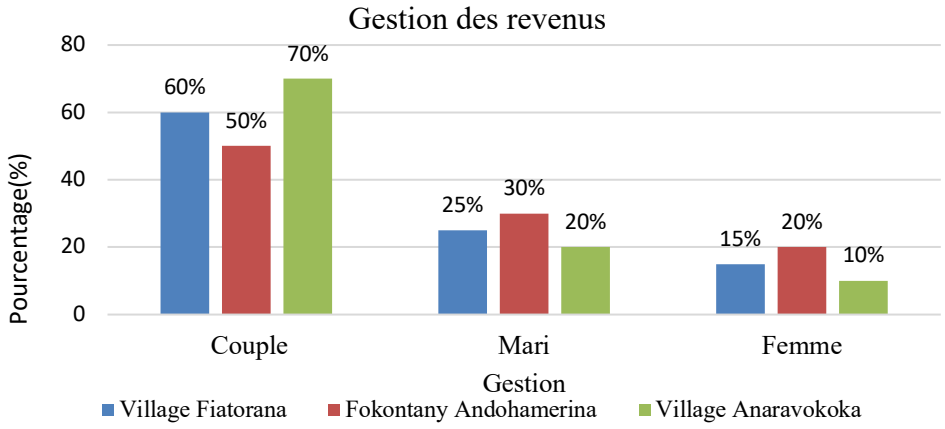
Le principal motif d'absence des femmes à la formation est le refus du mari (Figure 10).



Source : Auteurs

Les revenus issus de l'activité économique des femmes sont gérés par le couple puis par leur mari (Figure 11).

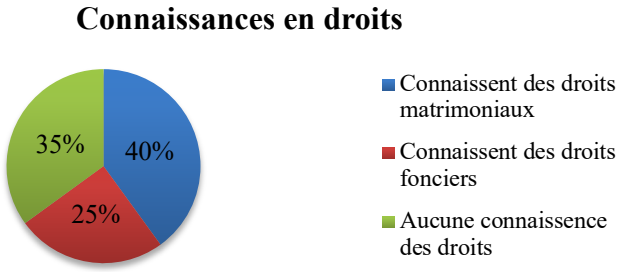
Figure 11 : Gestion des revenus issue de l'activité économique



Source : Auteurs

40% des femmes interrogées connaissent les droits matrimoniaux et 35% connaissent leurs droits fonciers. 25% d'entre elles n'ont aucune connaissance de leurs droits (Figure 12).

Figure 12 : Connaissances en droits



Source : Auteurs

2.2.Intervention de l'ONG VOZAMA pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin rural

2.2.1. Intervention de l'ONG

L'Organisation Non Gouvernementale VOZAMA ou « Vonjeo ny Zaza Malagasy[9] » a été créée en juin 1996. Son siège est basé à Fianarantsoa, dans la Région Haute Matsiatra, et ses interventions couvrent principalement les zones rurales de cette région ainsi que celle d'Amoron'i Mania. Depuis 30 ans, VOZAMA intervient auprès des familles vulnérables particulièrement les enfants afin d'accéder à une éducation de base de qualité, tout en appuyant leurs familles et par ricochet les communautés dans leur développement socio-économique. Le groupement de femmes d'Anaravokoka a bénéficié depuis 2019 d'une formation sur les techniques de production de semences d'haricot, de la production au stockage. Ensuite, à partir

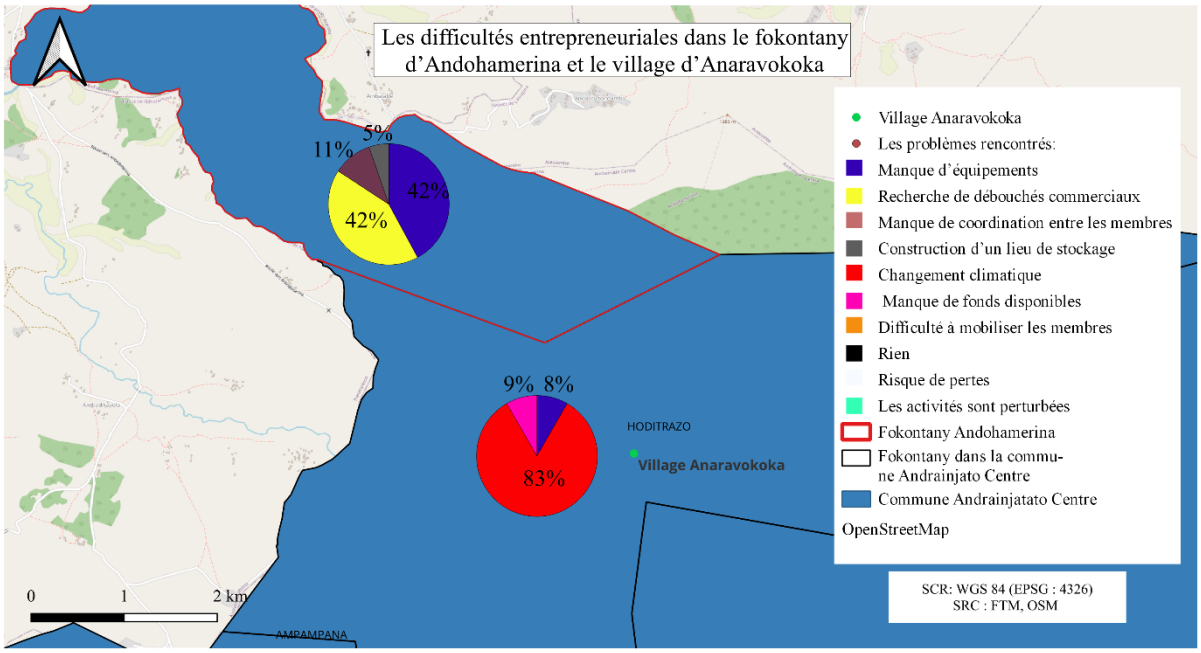
[9] Traduit en « Sauvez les enfants malgaches »

de 2024, une formation en pépinière et production de jeunes plants a été réalisée afin que le groupement élargisse ses activités. Le groupement d'Andohamerina a bénéficié depuis 2019 d'une formation sur l'élevage de poules. Ensuite, à partir de 2024 une formation en production de savons artisanaux a été réalisée afin qu'il diversifie ses activités. Le groupement de Fiatorana a commencé à bénéficier du projet à partir de 2025 sur la formation en artisanat et la production de sacs en « ravin-dahasa »[10]. Tous les groupements ont bénéficié de plusieurs formations telles que les droits humains, le leadership féminin, la vie associative, l'éducation financière, les techniques d'animation de groupe, l'administration d'une association et la recherche active de débouchés. Puis un recyclage se fait si nécessaire. Pour qu'il y ait une appropriation du projet, les dotations d'intrants sont toujours accompagnées d'un apport des bénéficiaires. L'apport a une valeur de 25% du total des intrants et peuvent être en nature ou en espèces.

2.2.2. Difficultés entrepreneuriales

Les femmes entrepreneures dans les villages d'Anaravokoka rencontrent des difficultés liées au changement climatique par contre celles d'Andohamerina ont des contraintes par rapport à la recherche des débouchés commerciaux (Figure 13).

Figure 13 : Contraintes liées à l'entrepreneuriat à Andohamerina et Anaravokoka

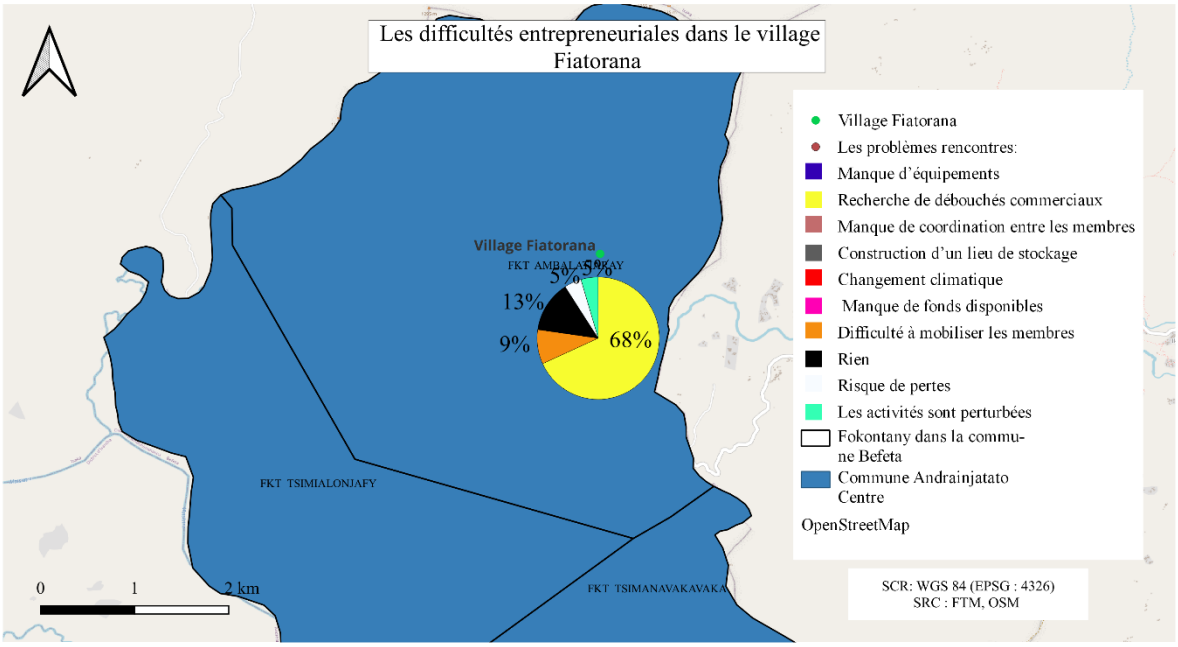


Source : Auteurs

[10] *Le ravin-dahasa* est une variété de joncs. Ils possèdent des qualités diverses: *le forona, le zozoro, le vinda* particulièrement résistant*, le harefo* qui est très souple, le *penjy* qui est blanc à l'intérieur…
On les tresse pour faire des nattes, sets de table, corbeilles, abat-jour, poufs, pochettes, sacs…

La recherche des débouchés commerciaux constitue la principale difficulté rencontrée par le groupement des femmes entrepreneures dans le village de Fiatorana (Figure 14).

Figure 14 : Contraintes liées à l'entrepreneuriat à Fiatorana



Source : Auteurs

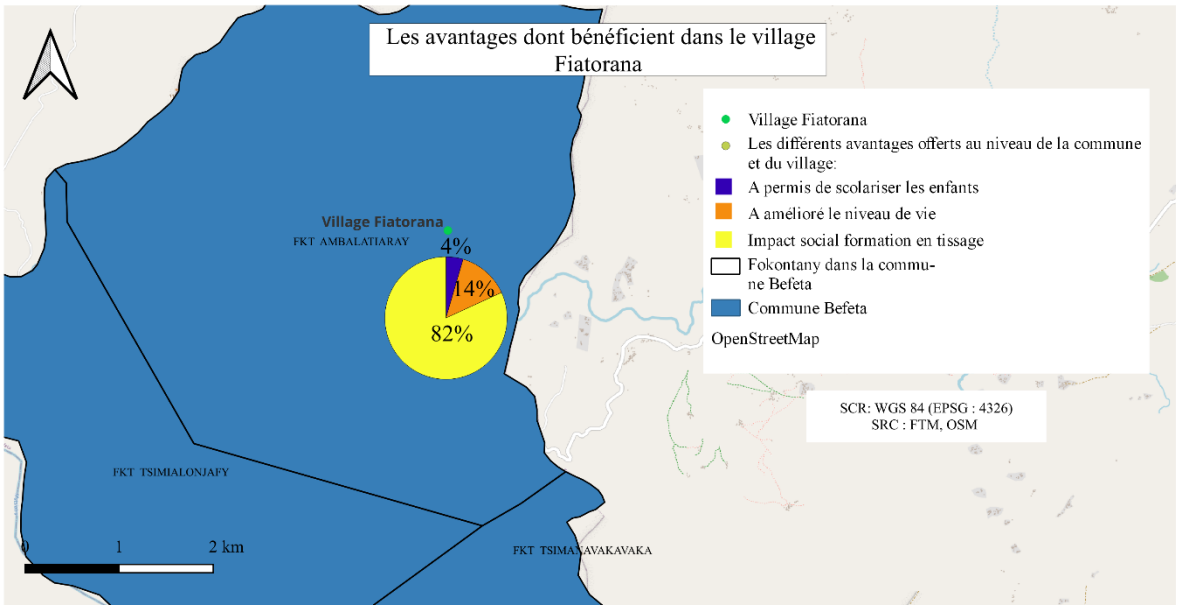
2.3.Impacts de l'intervention de l'ONG VOZAMA sur les bénéficiaires

L'intervention de l'ONG Vozama engendre différents types d'impacts notamment sur le social, l'économie et l'écologie.

2.3.1. Impact social

L'intervention de Vozama sur les femmes bénéficiaires du projet a un impact social non négligeable. En effet, le fait d'augmenter leurs revenus, elles ont un contrôle sur les ressources ce qui est un élément essentiel, dans la mesure où elles investissent davantage dans l'alimentation et dans les soins de santé pour leurs familles et l'éducation de leurs enfants. En effet, lors de l'entretien, ces femmes ont répondu que les raisons qui les ont poussés à se regrouper en association et adopter une filière commune, est : « d'assurer la scolarité de leurs enfants ». Les différentes formations reçues ont permis de déclencher un changement de comportement et de mentalité. Le fait qu'elles soient conscientisées de leurs droits, qu'elles aient reçues des formations techniques, ont aidé à les émanciper socialement. Les observations sur terrain montrent une prise de parole des femmes, elles ont aussi la capacité à régler des dossiers administratifs dans les bureaux de la fonction publique. Là où il est plus difficile c'est la pression familiale, particulièrement la pression du mari qui empêche l'assistance à des réunions ou formations (Figures 15 et 16).

Figure 15 : Impact social dans le village de Fiatorana.



Source : Auteurs

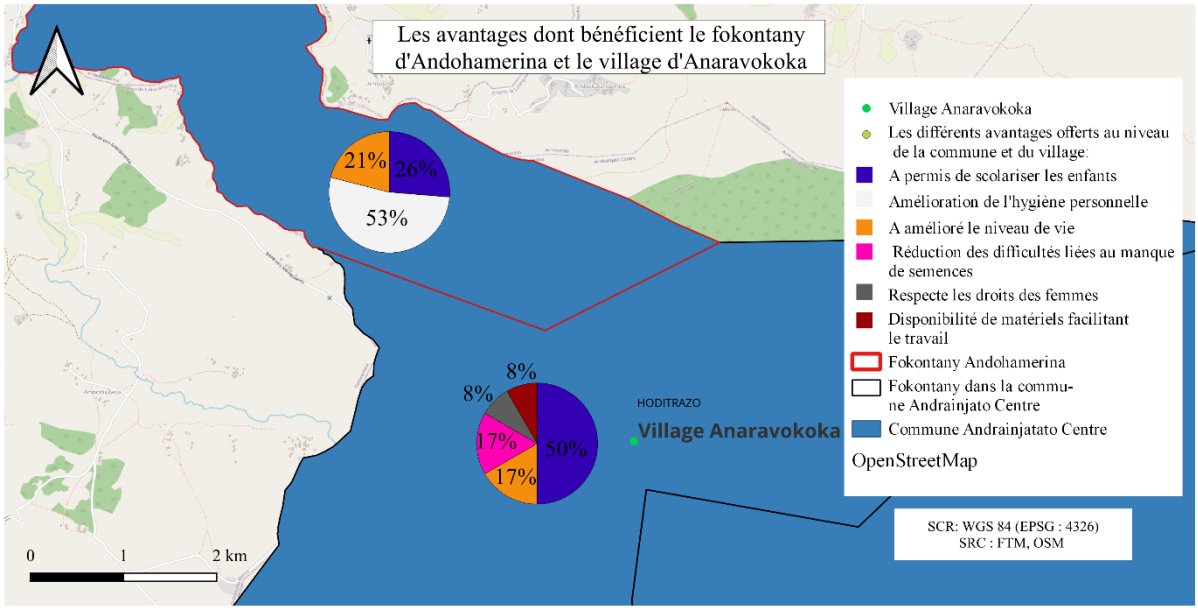


Figure 16 : Impact social dans les villages d'Anaravokoka et d'Andohamerina

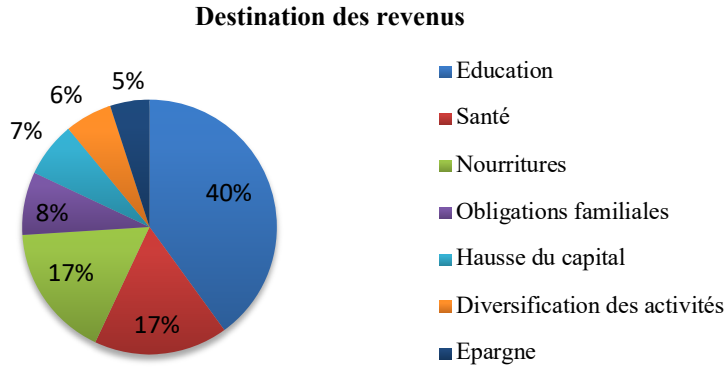
Source : Auteurs

2.3.2. Impact économique

Le projet mis en place avait pour résultat attendu l'augmentation des revenus des ménages. Il a été constaté que c'est le cas mais pas de manière très significative. Les revenus générés par les activités entrepreneuriales des femmes viennent compléter ceux issus de l'agriculture ou d'autres activités familiales, réduisant légèrement la dépendance économique des familles à une seule source de revenus. Au début du projet, une femme avait en moyenne 150 000 ariary

de revenu par mois, désormais, elle perçoit 41 000 ariary de plus par mois, soit 27% de plus. Avant le projet, l'épargne, la hausse du capital ainsi que la diversification des activités ne faisaient partie des destinations des revenus (Figure 17).

Figure 17 : Destination des revenus après l'intervention de Vozama



Source : Auteurs

2.3.3. Impact écologique

Le groupement d'Anaravokoka contribue directement à la restauration des écosystèmes et à l'amélioration de la résilience environnementale. La production de jeunes plants favorise le reboisement et la restauration des espaces dégradés. Elle facilite également la population locale à se fournir de jeunes plants de proximité et par conséquent l'induit à reboiser. Le reboisement dans la commune d'Andrainjato Centre a permis une augmentation de la couverture végétale, à la protection des sols contre l'érosion hydrique et à améliorer la fertilité des sols grâce à l'apport de matière organique issue de la décomposition des feuilles et des racines. D'un point de vue très pratique, les observations montrent que les villageois n'ont pas de difficulté à se procurer de bois de chauffe. De manière plus subtile, le groupement de femmes impliqué dans la production de jeunes plants jouent un rôle important dans la sensibilisation environnementale des communautés et encouragent l'adoption de comportements favorables à la protection de l'environnement. Aucun impact écologique n'a été observé au niveau des deux autres groupements.

3. DISCUSSIONS

3.1. Intersectionnalité des obstacles à l'entrepreneuriat féminin et rural : genre, violences, normes sociales

L'approche intersectionnelle permet de comprendre comment différentes caractéristiques et situations sociales, notamment le genre, le lieu de résidence, le niveau d'instruction, la situation économique, la situation familiale et l'accès aux ressources, s'entrecroisent et produisent des formes spécifiques de vulnérabilité (Collins, 2015 ; Crenshaw, 1989). Ainsi, une femme

entrepreneure rurale ne fait pas face aux mêmes obstacles qu'une femme entrepreneure vivant en milieu urbain ou qu'un homme exerçant une activité économique dans le même territoire. Une étude faite à Madagascar par Nordman & Vaillant (2014) montre que les entrepreneures consacrent en moyenne beaucoup plus de temps aux tâches domestiques que leurs homologues masculins, soit 13,6 heures par semaine contre 3,7 heures. Cette répartition différenciée du temps contribue à expliquer certaines différences de performance entre les entreprises dirigées par des femmes et celles dirigées par des hommes. Les inégalités de genre renforcent la double charge activités économiques et travaux domestiques qui réduit le temps disponible pour développer une entreprise. Cette situation peut entraîner une forme de « pauvreté temporelle ». En Éthiopie, Taye & Tesfaye (2024) montrent que la pauvreté en temps constitue un frein à la participation des femmes rurales aux activités économiques non agricoles. Ainsi, la charge domestique ne représente pas seulement une contrainte quotidienne, mais peut également limiter les possibilités d'autonomisation économique et de développement entrepreneurial des femmes.

Les violences basées sur le genre peuvent entrainer un découragement des femmes qui subissent des violences psychologiques, économiques ou physiques de la part de leurs conjoints ou familles. Ce découragement se manifeste par l'abandon ou la réduction des activités avant même que cela ne soit rentable, par une diminution de la capacité à prendre des décisions et par la difficulté à investir dans l'entreprise. La situation familiale face aux responsabilités liées aux enfants, au conjoint, à la famille élargie met les femmes dans une situation qui les contraint à choisir la famille au détriment des activités économiques. Une femme qui se préoccupe plus de ses revenus, de son entreprise subit des violences par son entourage qui justifie cela par la tradition comme la marginalisation, la violence verbale et psychologique…Toute cette situation, si l'on regarde de manière superficielle, semble que les femmes sont paresseuses et ne veulent pas générer des revenus, mais la réalité est tout autre : le découragement face à la pression familiale, le manque de patience face à la vulnérabilité. D'ailleurs, dans une étude menée auprès de femmes rurales au Bangladesh, Khalid, Martinsson & Pakpahan (2019) montrent que les femmes ayant subi des violences physiques ou sexuelles de la part de leur conjoint sont moins susceptibles de créer une nouvelle entreprise, même lorsqu'elles ont accès à un financement.

3.2. Situation géographique combinée au niveau d'éducation : un défi croisé

L'étude d'Adom et Asare-Yeboa (2016) en Afrique Sub-Saharienne montre que le niveau d'éducation influence positivement la participation des femmes à l'activité entrepreneuriale.

Une entrepreneure ayant un faible niveau scolaire peut rencontrer davantage de difficultés pour calculer ses coûts et ses bénéfices, gérer sa trésorerie et son stock. Le niveau d'éducation est essentiel dans l'assimilation et l'application des formations dispensées. La Commission économique pour l'Afrique (CEA ; 2021) a également analysé les données de plus de 44 000 adultes dans 40 pays africains, les résultats révèlent que les femmes ayant un niveau d'éducation primaire ou inférieur sont 27 fois plus susceptibles d'avoir créé une entreprise par nécessité que celles ayant un niveau d'éducation plus élevé et ayant entrepris en raison d'opportunités.

Lorsque cette faible instruction est combinée à l'isolement géographique, les possibilités de développement de l'activité sont encore davantage réduites. En effet, un faible niveau d'instruction peut réduire la capacité à rechercher et exploiter ces opportunités. Une étude réalisée par Patetsos (2009) sur l'Androy au sud de Madagascar, analyse directement les effets de l'enclavement sur les activités économiques rurales. Elle montre que les producteurs, du fait de leur isolement, commercialisent leurs productions principalement sur des marchés locaux peu rémunérateurs et que l'accès à des marchés plus rémunérateurs constitue une opportunité importante de développement entrepreneurial.

3.3. Cadre juridique existant non pratiqué

L'existence d'un cadre juridique garantissant les droits des femmes ne se traduit pas forcément par une jouissance effective de ces droits, notamment dans le domaine foncier et sur les violences basées sur le genre. Widman (2014) montre que la réforme de sécurisation foncière, bien qu'ayant renforcé les droits formels des femmes, a également maintenu certaines pratiques favorisant l'enregistrement des terres au nom des hommes. Plus récemment, Burnod, Bouquet & Rakotomalala (2025) soulignent que, malgré la possibilité juridique de la copropriété, les femmes copropriétaires demeurent largement invisibilisées dans les procédures administratives. Ce décalage entre les droits reconnus par la loi et leur application effective est également observable dans le domaine des violences basées sur le genre. Andriamaharitra (2025) montre que la reconnaissance juridique du viol conjugal ne suffit pas à garantir sa reconnaissance et sa répression dans les pratiques sociales et judiciaires.

Ainsi, malgré l'existence d'un cadre juridique relativement développé, l'application effective des droits des femmes demeure confrontée aux normes sociales, aux pratiques coutumières, au manque d'information sur les droits et aux difficultés d'accès aux mécanismes de recours, particulièrement dans les zones rurales. Le problème réside dans la capacité des femmes à connaître, revendiquer et faire respecter leurs droits.

Conclusion

Un développement durable implique un changement des comportements et des pratiques au sein des communautés. Les perspectives de cette recherche mettent en lumière la nécessité d'une évolution progressive des perceptions concernant le rôle économique des femmes. Dans le contexte de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, la pérennité des activités économiques dépend des compétences techniques et financières des femmes mais aussi de leur capacité à adopter de nouvelles pratiques et à faire évoluer leur environnement familial et social. Le changement de comportement concerne d'abord les femmes entrepreneures elles-mêmes. L'entrepreneuriat ne signifie pas abandon de la vie familiale et sociale. L'activité économique doit être séparée de la gestion domestique avec une séparation claire entre les finances du ménage et celles de l'activité par la tenue d'une comptabilité simplifiée. Les femmes doivent également faire preuve de persévérance dans l'entreprenariat par rapport à tous les obstacles auxquels elles sont confrontées. Les apports de cette étude sont axés plusieurs points : le changement de comportement, l'intégration des enjeux environnementaux, la capitalisation des acquis ainsi que la mobilisation des médias et des nouvelles technologies. Le changement ne peut reposer uniquement sur les femmes. Il doit également concerner les ménages et l'ensemble de la communauté. Favoriser une répartition plus équilibrée des responsabilités au sein du ménage et reconnaître la contribution économique des femmes constituent donc des conditions importantes pour leur autonomisation. De plus, intégrer les enjeux environnementaux dans la mise en place d'activités économiques est important. Un développement économique tout en préservant les ressources naturelles et forestières. L'adoption d'une nouvelle pratique, d'un nouveau comportement nécessite un processus d'accompagnement dans la durée, fondé sur la sensibilisation, la formation, l'expérimentation et le suivi. L'accompagnement de proximité, le partage d'expériences entre femmes et la capitalisation des acquis sont nécessaires. Pour faire face aux défis d'enclavement géographique, il est important de rapprocher les services d'accompagnement des femmes rurales, de renforcer les organisations et groupements féminins, de développer les circuits courts et la commercialisation collective, et de favoriser progressivement l'utilisation des outils numériques pour accéder à l'information et à de nouveaux marchés. Tant que la production est minime, la recherche de débouchés et la livraison vers le client est difficile vu le coût de transport. Le rôle des médias est tout aussi important pour la promotion de l'entrepreneuriat, la sensibilisation massive sur la répartition égalitaire des tâches domestiques, l'explication sur les droits fonciers et autres thèmes susceptibles d'apporter un changement de comportement. La principale limite de cette recherche réside dans

la taille et le caractère non probabiliste de l'échantillon qui ne permet d'appréhender de manière approfondie la diversité des expériences et des pratiques entrepreneuriales des femmes à l'ensemble des femmes entrepreneures de la Haute Matsiatra.

RÉFÉRENCES

Articles des revues

Adom, K. & Asare-Yeboa, I.T. (2016). An evaluation of human capital theory and female entrepreneurship in sub-Sahara Africa: Some evidence from Ghana. International Journal of Gender and Entrepreneurship, 8(4), 402-423.

Andriamaharitra, P.A. (2025). The Repression of Marital Rape in Malagasy Law: A Tension Between Legal Recognition and Social Denial. Indonesian Law Journal, 18(1), 77-90. Disponible sur: https://doi.org/10.33331/ilj.v18i1.194.

Burnod, P., Bouquet, E. & Rakotomalala, H. (2025). The long and winding road of the land reform in Madagascar since 2005: governance, implementation, and outcomes. Land Use Policy, 158(107711).

Collins, P.H. (2015). Intersectionality's Definitional Dilemmas. Annual Review of Sociology, 41, 1-20.

Crenshaw, K.W. (1989). Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics. University of Chicago Legal Forum, 1989, 139-167.

Kabeer, N. (1999). Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment. Development and Change, 30(10), 435-464.

Khalid, M., Martinsson, P. & Pakpahan, E. (2019). Violence against women and new venture initiation with microcredit: Self-efficacy, fear of failure, and disaster experiences. Journal of Business Venturing, 34(6). Disponible sur: https://doi.org/10.1016/j.jbusvent.2019.06.006.

Nordman, C.J. et Vaillant (2014). Entreprenariat informel et genre à Madagascar : le rôle des normes de solidarité et des responsabilités domestiques dans les écarts de performances. Mondes en développement, 2(166), 59-72.

Ramboarison-Lalao, L. (2015). Quels financements pour l'entrepreneuriat féminin à Madagascar ? Entreprendre & Innover (De Boeck Supérieur), 25(2), 35-48.

Taye, T.T. et Tesfaye, W.M. (2024). Time Poverty and Women's Participation in Non-farm Work: Evidence from Rural Ethiopia. Scientific African, 26(e02343). Disponible sur: https://doi.org/10.1016/j.sciaf.2024.e02343.

Widman, M. (2014). Land Tenure Insecurity and Formalizing Land Rights in Madagascar: A Gender Perspective on the Certification Program. Feminist Economics, 20(1), 130-154. Disponible sur: https://doi.org/10.1080/13545701.2013.873136.

Livres

Schumpeter, J.A. (1942), Capitalism, Socialism and Democracy. Harper&Brothers. New York.

Sen, A. (1999), Development as Freedom. Alfred A. Knopf. New York.

Rapports

FAO (2023), La situation des femmes dans les systèmes agroalimentaires. Rome, Italie: FAO.

FIDA (2021), Rapport annuel 2021 (documents d'évaluation nationaux du PAPFA).

GEM/GERA, INSCAE et INSTAT (2020), Les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2019-2020 : Rapport National Global Entrepreneurship Monitor.

ONU Femmes (2018), Rapport annuel d'ONU Femmes 2017–2018 : L'heure est venue ! (Notes d'orientation stratégiques/études de cas d'ONU Femmes Afrique de l'Est et Australe sur l'autonomisation économique).

Patetsos, E. (2009), Promouvoir les filières secondaires en milieu rural par une approche entrepreneuriale : une expérience en pays Androy (Sud de Madagascar). GRET.

Ratsimbazafy, C. (2020), Les enjeux et défis de l'entrepreneuriat à Madagascar en 2019/2020. Rapport national Global Entrepreneurship Monitor (GEM), INSCAE/INSTAT.

Documents

Aslan, G., Deléchat, C., Newiak, M. & Yang, F. (2017), Inequality in Financial Inclusion, Gender Gaps, and Income Inequality. International Monetary Fund.

Banque mondiale (2025), Financement des PME et microentreprises : Créer des emplois et développer les économies.

Banque mondiale (2026), Women, Business and the Law 2026 : Benchmarking Laws for Jobs and Inclusive Growth.

FMI (2018), Pursuing Women's Economic Empowerment.

FMI (2023), Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne-Face à un double choc.

INSTAT (2019), Tableau de bord socio-économique : Région Haute Matsiatra (Monographie actualisée de la Région Matsiatra Ambony).

INSTAT (2021), Résultats globaux du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2018 de Madagascar (RGPH-3).

Kazandjian, R., Kolovich, L., Kochhar, K. & Newiak, M. (2016), Gender Equality and Economic Diversification. IMF Working Paper N°16/140.

OIT (2022), Le Projet Fonds Vision Zéro (VZF) contribue à l'atelier national des plateformes de l'économie informelle en vue de soutenir la transition vers l'économie formelle à Madagascar.

ONU Femmes (2024), Rural Women: Economic Empowerment.

Sahay, R., Cihak, M., N'Diaye, P. M., Barajas, A., Mitra, S., Kyobe, A. J., Mooi, Y. N. & Yousefi, S. R. (2015), Financial Inclusion: Can it Meet Multiple Macroeconomic Goals? International Monetary Fund. Staff Discussion Note.

Billet de blogue

FIDA (2025), Femmes rurales. Disponible sur: https://www.ifad.org/fr/femmes-rurales.